

# [ La newsletter de la CES ]



## Dans ce numéro

- 2 La CES en action
- 3 Entretien avec John Monks, secrétaire général de la CES
- 5 Calendrier syndical
- 6 L'UE à la loupe
- 7 Calendrier européen

## Le chiffre du mois

# 40 milliards Euros

Selon les premières estimations, les entreprises françaises cotées au CAC 40, devraient distribuer à leurs actionnaires plus de 40 milliards d'euros en 2011. Cette hausse de 13% par rapport à 2010 contribuera à dépasser le montant versé en 2007 avant la crise.

(Source: Le Figaro)

## À noter



**Cher(e)s lecteur(trice)s,**



Les discussions sur la gouvernance économique européenne et le « Pacte de compétitivité » ont animé le débat politique européen du mois qui vient de s'écouler.

La gouvernance économique européenne n'est pas un thème vraiment nouveau, mais les récentes déclarations de Mme Merkel et de M. Sarkozy lui ont donné une orientation à laquelle la CES ne peut que s'opposer. Nous demandons depuis longtemps la mise en place d'un système de coordination et de coopération économiques qui donnerait à l'Union européenne les moyens nécessaires pour relever les défis auxquels elle doit faire face. Or, la forme de gouvernance proposée, consiste à donner le pouvoir à la Commission, en collaboration avec les ministres des finances, d'intervenir au niveau national dans les salaires et les négociations collectives. Cette gouvernance de l'austérité soulève un certain nombre d'inquiétudes car l'action de la Commission porte ici sur les choix de politiques économiques et sociales nationales. Les débats sur le thème de la gouvernance économique européenne devraient plutôt être l'occasion de traiter des problèmes qui préoccupent en premier lieu, les citoyens et les travailleurs : la lutte contre le chômage en particulier celui des jeunes, les salaires, le pouvoir d'achat. La teneur des débats nous montre que ce n'est pas le cas, c'est même plutôt le contraire puisque les propositions mises sur la table sont de raboter les standards sociaux. Le mouvement syndical européen redescendra une fois de plus dans la rue pour faire entendre sa voix sur ces questions. En étroite collaboration avec nos six affiliés hongrois, nous organiserons une Euro-manifestation à Budapest le 9 avril prochain, à l'endroit où se tiendra le Conseil des Affaires économiques et financières (ECOFIN). Avant cette date, nous soutiendrons l'initiative de nos affiliés belges qui organiseront un événement à Bruxelles le 24 mars, jour du Conseil européen.

L'avant-printemps 2011 restera dans l'Histoire comme la période des soulèvements en marche dans le monde arabe. Les peuples font leurs révolutions contre des régimes antidémocratiques et des dirigeants qui se sont incroyablement enrichis alors qu'une majorité de citoyens vivait et vit encore dans la pauvreté. Ce sont des révolutions pour la démocratie, pour la liberté mais aussi pour la justice sociale. Je veux ici rendre un vibrant hommage au courage et à la détermination de ces peuples qui luttent contre l'autocratie et pour une société plus juste.

**John Monks**  
Secrétaire général



Confédération européenne des syndicats (CES)  
Boulevard du Roi Albert II, 5 | B-1210 Bruxelles (Belgique)  
Téléphone: +32 (0)2 224 04 11 | Fax: +32 (0)2 224 04 54  
E-mail: [media@etuc.org](mailto:media@etuc.org) | [www.etuc.org](http://www.etuc.org)



# [ La CES en action ]

## CAMPAGNES CES

### Euro-manifestation à Budapest le 9 avril 2011

08/02/2011 – Le Comité de direction de la CES a annoncé l'organisation d'une **Euro-manifestation à Budapest** pour dire « Non à l'Austérité – Pour l'Europe sociale, pour des salaires équitables et pour l'emploi » **le 9 avril prochain**. Cette mobilisation d'envergure sera organisée par la CES en étroite collaboration avec les 6 organisations syndicales hongroises affiliées, LIGA, ASZSZ, SZEZ, ESZT, MszOSz et MOSz, à l'endroit où le Conseil "Affaires économiques et financières (ECOFIN) aura lieu. **Cette Euro-manifestation s'inscrit dans le prolongement de la campagne du mouvement syndical européen contre l'austérité** et les coupes drastiques qui sont d'application dans la plupart des pays. Cet événement sera l'occasion de rappeler les politiques alternatives proposées par la CES pour la croissance et de meilleurs emplois.

[Plus d'informations sur l'Euro-manifestation](#)

## RÉUNIONS MAJEURES – CONFÉRENCES – PROJETS

### Erasmus syndical : une deuxième « édition » très enrichissante

15/02/2011 – Le 26 janvier dernier, la conférence de clôture du projet « Erasmus syndical » s'est tenue à Bruxelles, avec la participation de John Monks, Peter Scherrer, Secrétaire général de la FEM, Bernadette Ségol, Secrétaire générale de Uni-Europa et Cécile Leclercq de la Commission européenne. **24 stagiaires, 27 organisations et 18 pays de l'Union européenne ont été impliqués dans ce projet coordonné par la CES en partenariat avec la FEM.** Les stages dont la durée a varié entre une semaine et un mois ont touché de nombreux domaines qui relèvent de l'action syndicale au niveau local, régional, national ou européen. Citons quelques exemples : conventions collectives, relations industrielles avec une dimension sectorielle, législation du travail, politique d'entreprise, organisation, formation et éducation, pensions, questions de genre, travailleurs migrants, etc... Cela a été également l'occasion pour certains, de **visiter des chantiers ou des usines, de participer à des négociations avec les employeurs, à des congrès ou des manifestations, de visiter des instances communales ou régionales, ou encore le Parlement européen.** Le succès de cette deuxième expérience d'échange, tant pour les stagiaires que pour les organisations participantes, a démontré **la nécessité de poursuivre celle-ci.** A



ce propos, la CES s'est engagée à poursuivre cette expérience, soutenue par la FEM, **en soumettant un nouveau projet à la Commission européenne** dans le cadre du programme « L'Europe pour les citoyens ». La décision de la Commission européenne sera connue en juin 2011. A ce stade, la demande concerne **40 stagiaires**. Dès que la CES obtiendra le feu vert, il sera fait appel à toutes les organisations et fédérations pour manifester leur intérêt et leur intention de prendre part à cette nouvelle édition.

[Pour plus d'informations : page internet consacrée à l'Erasmus syndical](#)



## [Interview]

### Entretien avec John Monks, Secrétaire général de la CES

John Monks, Secrétaire général de la CES, présente la position de la CES sur le dossier de la Gouvernance économique et du pacte de compétitivité. Il annonce également le suivi de la campagne du mouvement syndical européen contre l'austérité.

*Pourquoi la CES a-t-elle critiqué le projet de «Gouvernance économique européenne» proposé par la Commission et le Conseil ? La gouvernance économique européenne représente-t-elle un danger pour les droits des travailleurs et les acquis sociaux ?*

**John Monks (JM) :** Nous réclamons depuis longtemps une gouvernance économique en Europe car nous n'avons jamais compris comment il était possible de diriger une Union monétaire sans une coordination économique et une coopération accrues, notamment dans la façon dont les politiques fiscales fonctionnent. Nous sommes actuellement confrontés à la situation suivante: la gouvernance économique proposée suite à la crise de l'Euro et à la crise grecque, n'est pas le type de gouvernance économique que nous voulons. Nous avons actuellement une gouvernance de l'austérité ! Cette dernière impose des conditions très strictes aux travailleurs européens: à titre d'exemple, les salaires devraient être adaptés au coût unitaire de la main-d'œuvre et les conventions d'indexation, lorsqu'elles existent, devraient être revues ou supprimées, l'âge de la retraite devrait être porté à 67 ans, etc. En outre, cette gouvernance économique a été mise en place trop rapidement. Très peu d'acteurs extérieurs ont été associés aux discussions, car les décisions sont prises à la Commission européenne, au Secrétariat du Conseil des Ministres et bilatéralement entre la France et l'Allemagne. Avec ce plan, il est très clair que les travailleurs européens paient le prix fort de la crise, qui a commencé dans le secteur des services financiers, en raison des bulles immobilières, de la spéculation excessive menée par plusieurs banques auxquelles les gens avaient confié leur argent,



mais qui en ont en réalité perdu une grande partie. Ce sont les problèmes qui doivent être résolus. Or, la Commission n'a formulé aucune proposition adéquate pour les résoudre. La situation actuelle menace la démocratie. Les gens ne toléreront pas un tel degré d'interférence de la part de l'Europe et n'accepteront pas que le prix à payer pour l'euro soit aussi fort et dur. Si ces propositions ne sont pas modifiées, les syndicats s'opposeront aux autorités européennes. Nous ne pouvons les accepter et continuerons à dire non aux mesures d'austérité qui sont actuellement appliquées à travers toute l'Europe. L'obligation imposée aux Européens, à savoir rembourser la dette trop rapidement et tant à la fois, en même temps, conduira à l'échec. Il n'est pas réaliste de rembourser la dette en 4 ans: j'ai appris récemment que le Royaume-Uni n'a achevé qu'en 2007 le remboursement des dettes contractées lors de la Deuxième Guerre mondiale, et non dans les années 1950 ! Ce n'est pas une guerre mondiale, mais la dette est très importante et il faut bien plus de quatre ans pour la rembourser.

*Que pensez-vous de la proposition de l'Allemagne et de la France concernant une coordination budgétaire et sociale plus stricte au sein de l'Union européenne (Pacte de compétitivité) ?*

**JM :** J'admire le modèle économique allemand qui, avec le modèle nordique, est probablement le meilleur modèle européen pour le moment. En disant cela, j'inclus aussi des pays tels que les Pays-Bas et l'Autriche dans le "modèle allemand". Cependant, les propositions actuelles de la France et de l'Allemagne ne nous offrent pas ce que le modèle allemand a de meilleur: il n'y a pas d'effort collectif sur les aides au travail de courte durée, ni de pro-





## Entretien avec John Monks (suite)

position concernant une clause constitutionnelle visant à défendre l'autonomie du dialogue social et des négociations collectives. En fait, les propositions franco-allemandes ont pour objectif d'éliminer les clauses d'indexation salariale et à introduire une clause dans les constitutions nationales visant à limiter la dette publique (clause de frein aux dépenses). En raison des propositions soumises par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, nous devenons "Les Misérables", une perspective qui n'est guère attrayante ! Par contre, des critères plus intéressants pourraient être introduits dans un pacte de compétitivité européen, ils traiteraient des vrais problèmes des citoyens: lutter contre le chômage, rendre les banques plus sûres dans l'avenir, mettre en place une taxe sur les transactions financières, définir un plan de grande ampleur afin d'aider les jeunes chômeurs, émettre des euro-obligations, etc. Beaucoup d'idées positives circulent concernant la gouvernance économique, mais on ne leur a pas accordé l'attention requise jusqu'à ce jour.

***Les médias parlent de plus en plus de fin de la crise, mais si l'on examine les statistiques sur le chômage et les mesures d'austérité prises au plan national, il semble que la fin de la crise soit encore à venir. D'après vous, l'Europe est-elle effectivement sortie de la crise ?***

**JM :** J'espère que les optimistes ont raison. Dans des pays tels que l'Allemagne ou les Pays-Bas, on peut voir la fin de la crise. Mais il n'en va pas de même pour toute l'Europe. Je pense que d'autres pays seront encore longtemps frappés par la crise, en particulier ceux qui sont le plus endettés et qui essaient de rembourser leur dette par des mesures d'austérité, extrêmement rapidement. Et donc, non, nous ne sommes pas du tout sortis de la crise ! En fait, le risque de tomber dans une récession à double creux dans certains pays est extrêmement réel. Nous traversons une période de très faible croissance caractérisée par le retour de l'inflation et comme les prix des matières premières sont influencés par la demande chinoise et indienne, la situation pourrait s'aggraver. Si nous allons vers une situation de "stagflation", il sera très difficile de prendre des mesures en faveur de la croissance.

***Le mouvement syndical européen a organisé une importante campagne contre la crise et les mesures d'austérité, avec une manifestation de masse à Bruxelles le 29 septembre 2010 et une Journée d'action européenne le 15 décembre***



***2010. Peut-on attendre d'autres activités dans l'avenir ?***

**JM :** Nous sommes en train de planifier d'autres manifestations. La CES sera dans les rues de Budapest le 9 avril, et il y aura d'autres grandes actions nationales dans d'autres capitales le 8 et le 9 avril. Nous continuons de protester, nous continuons de résister à la politique empruntée par les dirigeants européens. Nous demandons une approche plus constructive à l'égard de la gouvernance économique, qui devrait être favorable à la croissance, et pas simplement rendre les travailleurs moins chers et plus flexibles, allonger le temps de travail, etc. Nous voulons des négociations sur ces questions, et pas simplement recevoir des diktats des dirigeants européens. Nous n'avons pas d'autre choix que de résister, de protester et d'en appeler aux forces démocratiques. Nous pensons que la démocratie est actuellement une question essentielle en Europe. Si



## Entretien avec John Monks (suite)

l'on examine le cas de l'Irlande, qui est actuellement confrontée à des problèmes, les principaux bénéficiaires de la situation actuelle pourraient être le Sinn Fein, et d'autres partis nationalistes et anti-européens comme eux. Je pense que si l'Europe disperse trop ses forces, les gens qui deviendront populaires sont ceux qui refuseront de succomber à l'austérité imposée par Bruxelles.

**L'actualité internationale a récemment été marquée par les « révolutions » tunisienne et égyptienne, ainsi que par les mouvements de protestation dans plusieurs autres pays arabes. Quelle est la position de la CES par rapport à ces événements ?**

**JM :** J'accueille avec satisfaction ce qui se passe actuellement en Tunisie et en Egypte. Les forces démocratiques sont en marche contre l'autocra-



tie et des dirigeants corrompus qui occupent le pouvoir depuis longtemps. J'espère que le mouvement syndical jouera un rôle important dans ces changements – et c'est certainement le cas en Tunisie. Cela me rappelle l'année 1989 dans le monde communiste, et avant cela, les changements qui ont eu lieu en Espagne, au Portugal et en Grèce. Je suis heureux de voir que les dictateurs sont évincés et que la démocratie est en marche dans ces pays ! Tout ne sera pas toujours facile – au moment où nous parlons, la situation en Egypte est très difficile – mais c'est une bonne chose que des progrès soient accomplis dans

cette région. (A l'heure où l'interview a été réalisée, les soulèvements en marche dans le monde arabe, ne concernaient pas encore la Lybie et les événements dramatiques que nous connaissons actuellement.)



## [ Calendrier syndical ]

Février – Mars 2011

08/02/2011	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
14-18/02/2011	Congrès de Force ouvrière (Montpellier)	<a href="#">Programme du congrès</a>
15/02/2011	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
07/03/2011	Comité exécutif du Conseil régional paneuropéen (Bruxelles)	
08/03/2011	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
08-09/03/2011	Comité exécutif de la CES (Bruxelles)	
14/03/2011	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	



# [L'UE à la loupe et réactions syndicales]

## Conseil européen : la compétitivité risque d'être l'alibi pour intervenir dans les systèmes de négociations collectives

04/02/2011 – En réaction au débat lancé par le [Conseil européen](#) sur un prétendu « Pacte de compétitivité », la CES a déclaré que **la compétitivité ne peut pas être utilisée comme un alibi de plus pour intervenir dans les systèmes de négociations collectives partout en Europe**. La réduction des salaires minimum et l'abolition des systèmes d'indexation des salaires dans quelques pays représentent un danger pour les travailleurs et les syndicats. Pour le mouvement syndical européen, **la concurrence salariale ne mène à rien**. Selon John Monks, « *Il ne s'agit pas d'un pacte pour la compétitivité mais bien d'un pacte nuisible pour un niveau de vie en baisse, davantage d'inégalités et davantage de travail précaire. En suivant ce chemin, l'Europe risque la collision avec son modèle social et son principe fondamental d'autonomie des négociations collectives.* »

[Communiqué de presse de la CES](#)

## La stratégie énergétique pour l'Europe 2011-2020 ne doit pas être une occasion manquée

03/02/2011 – A la veille du [Conseil européen consacré à l'énergie](#), la CES, la Fédération européenne des Métallurgistes (FEM), la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), la Fédération européenne des syndicats des mines, de la chimie et de l'énergie (EMCEF) ont fait part **de leur craintes concernant l'avenir de la stratégie énergétique pour l'Europe 2011-2020**. Alors que des décisions importantes de politique énergétique devraient pouvoir être prises en 2011, **le mouvement syndical européen craint fort des décisions qui soient loin d'être à la hauteur de ses attentes et de l'intérêt général**. La CES, la FEM, la FSESP et l'EMCEF ont rappelé leurs [20 priorités syndicales](#) pour la mise en œuvre de la politique énergétique de l'Union européenne à l'horizon 2020.

[Communiqué de presse conjoint CES-FEM-FSESP-EMCEF](#)

## Appel unitaire en faveur d'une communication obligatoire d'informations non-financières par les entreprises

03/02/2011 – A l'occasion de la clôture de la consultation sur la communication d'informations non-financières organisée par la Commission européenne, la CES, la [Global Reporting Initiative](#) (GRI) et l'[European Coalition for Corporate Justice](#) (ECCJ) ont plaidé en faveur de la mise en place d'une **nouvelle réglementation obligeant les entreprises à fournir des informations concernant leur impact tant au niveau environnemental que social**. Selon John Monks, « *Les travailleurs sont profondément préoccupés par les impacts tant sociaux et environnementaux qu'en terme d'emploi de leur entreprises et ce, aussi bien en tant que salarié que comme citoyens. Il est grand temps que les entreprises soient obligées à fournir des informations sur ces impacts sur base de normes complètes et comparables. Les travailleurs devraient être impliqués non seulement dans le processus de définition de ces normes au niveau supranational, mais également ils devraient avoir le droit de saisir leur direction sur ces questions au niveau de l'entreprise.* »

[Communiqué de presse conjoint CES-GRI-ECCJ](#)  
(Uniquement en anglais)

## Dialogue macroéconomique : l'attaque sur les salaires est injuste et intolérable

14/02/2011 – Lors de la réunion du Dialogue macroéconomique, la CES a **sévèrement mis en garde contre le risque d'Europe qui devienne une puissance quasi coloniale en intervenant dans la formation des salaires** et en dérégulant les systèmes de négociations collectives. Selon le mouvement syndical européen, **il est profondément injuste de transférer maintenant la charge de la crise sur les salaires et les travailleurs** alors que ceux qui ont profité de la spéculation sont libres de vaquer à leurs affaires comme par le passé. La CES a averti qu'elle n'accepterait pas un système de gouvernance économique ou une modification du Traité européen qui ferait des salaires le seul instrument d'ajustement.

[Communiqué de presse de la CES](#)  
[Points de l'intervention de John Monks au Dialogue macroéconomique](#) (Uniquement en anglais)



## [ L'UE à la loupe et réactions syndicales ]

### M Trichet doit choisir la bonne cible : les banquiers, pas les travailleurs !

21/02/2011 - La CES regrette vivement la récente prise de position de Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), qui a déclaré qu'« augmenter les salaires serait commettre l'erreur ultime », citant la modération salariale allemande comme le parfait exemple à suivre par le reste de l'Europe. John Monks a réagi en déclarant : « **Empêcher la hausse des salaires réels nuirait à la croissance économique et à l'emploi et ralentirait l'économie davantage encore. Par définition, tous les pays ne peuvent, à l'instar du modèle allemand, générer une croissance reposant sur les exportations ; une stimulation domestique est nécessaire. J'invite le Président Trichet à adresser ses messages sévères concernant les salaires aux responsables des banques et autres dirigeants des marchés financiers qui sont de retour aux affaires et aux bonus comme auparavant.** »

[Communiqué de presse de la CES](#)

## [ Calendrier de l'union européenne ]

Février – Mars 2011

01-02/02/2011	Mini-session plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
04/02/2011	Conseil européen (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
14-17/02/2011	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
14/02/2011	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour de la réunion</a>
14/02/2011	Conseil Education, jeunesse et culture (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
15/02/2011	Conseil des affaires économiques et financières (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
16-17/02/2011	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
21/02/2011	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
24-25/02/2011	Conseil Justice et affaires intérieures (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
28/02/2011	Conseil Energie (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
07/03/2011	Conseil Emploi, Politique Sociale, Santé et Consommateurs (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
07-10/03/2011	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
10-11/03/2011	Conseil Compétitivité (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
11-12/03/2011	Réunion informelle des ministres de relations extérieures (Budapest)	<a href="#">Ordre du jour de la réunion</a>
14/03/2011	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour de la réunion</a>
14/03/2011	Conseil Environnement (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
15/03/2011	Conseil des affaires économiques et financières (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>
15-16/03/2011	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
23-24/03/2011	Mini-session plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
24/03/2011	Sommet social tripartite (Bruxelles)	
24-25/03/2011	Conseil européen (Bruxelles)	<a href="#">Ordre du jour du Conseil</a>

Équipe éditoriale: ÉDITEUR RESPONSABLE: John Monks • RÉDACTRICE EN CHEF: Patricia Grillo • RÉDACTEUR: Daniele Melli

Faites connaître cette newsletter à vos contacts !